

**ARRETE PREFECTORAL DEFINISSANT, DANS LE CADRE DE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE, LES
MODALITES DE REALISATION DES OPERATIONS DE REGULATION DE CERTAINES ESPECES SAUVAGES**

**LE PRÉFET DU CALVADOS
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de sécurité intérieure

VU le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en vigueur prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

VU l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs, notamment l'article 8;

VU l'arrêté ministériel du 16 novembre 2020 qualifiant le niveau de risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène ;

VU l'arrêté ministériel du 3 juillet 2019 pris pour l'application de l'article R 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD) ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 fixant la liste et les modalités de destruction des animaux d'espèces classées susceptibles d'occasionner des dégâts dans le département du Calvados pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2020 2014 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique 2020-2026 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2020 portant ouverture et clôture de la chasse dans le Calvados pour la saison cynégétique 2020-2021 ;

CONSIDERANT que certaines espèces sauvages occasionnent des dégâts réguliers et importants dans le département et que leur prolifération naturelle serait de nature à porter atteinte aux intérêts agricoles, forestiers ainsi qu'à la biodiversité ;

CONSIDERANT que la protection de ces intérêts doit être assurée dans l'intérêt de tous et implique une régulation continue par l'action de l'homme sur l'ensemble du département du Calvados ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu, à cette fin de régulation, de poursuivre l'exécution des plans de chasse et de réduire la population d'animaux classés ESOD, selon les modalités adaptées ;

CONSIDERANT que le niveau de risque épizootique vis-à-vis de l'influenza aviaire hautement pathogène est qualifié de "Elevé" pour l'ensemble du territoire métropolitain ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Calvados

ARRETE

ARTICLE 1er -

Les opérations définies à l'article 3, déclarées et exercées dans les conditions définies par ces articles, participent à des missions d'intérêt général telles que définies au 8 de l'article 4 du décret n° 2020-1454 du 29 octobre 2020.

Ces opérations sont exercées dans le respect du schéma départemental de gestion cynégétique et de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2020, dit « d'ouverture », susvisé.

ARTICLE 2 -

Chaque opération mentionnée à l'article 1^{er} fait l'objet d'une déclaration dématérialisée présentée par l'organisateur de l'opération de régulation, uniquement sur le portail demarches-simplifiees.fr, au moins 24 heures avant le début de ladite opération et dont l'administration aura expressément attesté la conformité aux dispositions du présent arrêté.

Chaque participant à une des opérations susmentionnées doit détenir l'attestation délivrée par l'administration, et la présenter spontanément en cas de contrôle.

L'organisateur de toute opération de régulation devra transmettre, dans les 8 jours suivant le déroulement de ladite opération, un compte-rendu dématérialisé, uniquement sur le portail demarches-simplifiees.fr.

A défaut, il ne sera pas possible de solliciter la reconnaissance d'une nouvelle opération.

Les modalités de déclaration et de rendu compte sont précisées sur le site internet de la préfecture du Calvados pour chaque type d'opération de régulation. [HTTP://WWW.CALVADOS.GOUV.FR/MODALITES-DE-REGULATION-D-ESPECES-PENDANT-LE-A9333.HTML](http://www.calvados.gouv.fr/modalites-de-regulation-d-especes-pendant-le-a9333.html)

ARTICLE 3 -

Constitue une mission d'intérêt général la régulation des espèces sanglier (*Sus scrofa*), chevreuil (*Capreolus capreolus* L.) et cerf (*Cervus elaphus*) opérée en battue sur un territoire cynégétique, ou la destruction par le tir ou par le piégeage d'espèces susceptibles d'occasionner des dégâts réalisés lors d'une opération dédiée ou combinée avec une battue, le déplacement en vue du nourrissage des animaux habituellement utilisés pour la pratique de la chasse ainsi que les opérations de destruction d'autres espèces dans le cadre de la sécurité sanitaire et/ou publique.

La déclaration préalable et le bilan de l'opération mentionnés à l'article 2 sont réalisés pour chaque opération par le détenteur ou délégataire du droit de chasse, pour son compte et celui de chacun des participants, si l'opération revêt un caractère d'intérêt général.

ARTICLE 4 -

L'organisateur de l'opération de régulation doit garantir, à travers les conditions d'organisation, l'efficacité, la sécurité et la sécurité sanitaire de celle-ci. Les regroupements, moments conviviaux ou repas communs seront notamment proscrits.

ARTICLE 5 -

Dans le cadre de la lutte contre l'influenza aviaire, le passage en risque élevé des communes du département du Calvados, interdit sur l'ensemble du département le transport et le lâcher des appelants pour la chasse au gibier d'eau.

Les appelants présents sur un lieu de chasse peuvent être utilisés dans le respect de l'instruction DGAL/SDSPA/2020-729 : <https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2020-729>

ARTICLE 6 -

L'arrêté préfectoral du 5 novembre 2020 définissant, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, les modalités de réalisation des opérations de régulation de certaines espèces sauvages dans le Calvados est abrogé.

ARTICLE 7 -

Les dispositions de cet arrêté entrent en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et jusqu'au 15 décembre 2020. Il pourra faire l'objet d'une prolongation en tant que de besoin.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen pendant un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

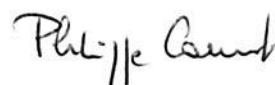
Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Calvados ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans le même délai. Dans ce cas le délai prévu pour le recours au tribunal administratif court à compter de la date du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 9 -

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'OFB et les maires des communes concernées par ces opérations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le - 8 DEC. 2020

Le Préfet



Philippe COURT